

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 10/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HACHETTE LIVRE

1 avenue Gutenberg
78310 Maurepas

Code AIOT : 0006506867

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement HACHETTE LIVRE implanté 1 avenue Gutenberg 78276 Maurepas. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HACHETTE LIVRE
- 1 avenue Gutenberg 78276 Maurepas
- Code AIOT : 0006506867
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée de plusieurs entrepôts de stockage de livres pour la société Hachette Livre. Une activité de préparation de colis pour l'expédition est également réalisée dans l'installation. Un atelier d'impression a également été installé pour de petites quantités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications	AP Complémentaire du 06/02/2019, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Moyens défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.71.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.71.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.I.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.71.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Issues	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 4.I.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.74	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant réalise avec une certaine rigueur les vérifications périodiques des équipements et moyens de défense contre l'incendie.

Cependant, plusieurs équipements importants ne sont pas fonctionnels depuis plusieurs mois (sirènes sonores pour l'alarme d'évacuation, poteaux incendie, portes coupe-feu de la galerie de liaison etc.). L'exploitant doit rapidement remettre à niveau son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/02/2019, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité dossier
Prescription contrôlée : Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Une mise à jour de l'étude de dangers est jointe au dossier de modification.

Constats :

Atelier d'impression (porter à connaissance 2020)

L'inspection a constaté sur site que l'atelier d'impression est bien séparé par des portes coupe-feu 2h du reste de l'entrepôt. L'inspection a cependant constaté que les murs semblent coupe-feu 2h mais que l'exploitant n'a pas pu présenter de justificatif. L'inspection a constaté également que l'atelier d'impression est bien équipé de sprinklage.

Autres modifications

L'inspection a constaté le 15 mai 2025 que l'exploitant a installé des bornes de recharge pour véhicules électriques à proximité immédiate des locaux de stockage. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet.

Conclusion : demande de justificatif (délai : 3 mois)

L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications apportées aux installations avec tous les éléments d'appréciation, notamment la conformité des changement constatés avec l'article 2.4.9 de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.71.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens défense incendie

Prescription contrôlée :

[...] L'établissement dispose au moins des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs appropriés aux risques à combattre répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- 57 robinets d'incendie armés de diamètre 40 mm, situés sur des faces accessibles opposées et à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée ;
- 10 poteaux d'incendie privés (100 mm de diamètre) placés à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement, alimentés par 2 réserves d'eau d'une capacité de 1000 m3 chacune ;
- 2 poteaux d'incendie (100mm de diamètre) implantés à l'extérieur du site, alimentés par le réseau de la ville ;
- une extinction automatique d'incendie à eau pulvérisée appropriée.

Ces moyens sont protégés du gel.

Constats :

L'inspection a constaté sur site le 15 mai 2025 la présence :

- d'extincteurs appropriés aux risques à combattre répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements bien visibles et facilement accessibles ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'une extinction automatique d'incendie à eau pulvérisée ;
- de poteaux d'incendie privés (100 mm de diamètre) placés à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement ;

A la suite de la consultation des rapports de vérification, l'inspection a constaté que 2 poteaux privés sont non conformes ainsi que les 2 poteaux d'incendie implantés à l'extérieur du site. L'exploitant a indiqué qu'une intervention sur les poteaux privés est prévue en semaine 25 (mi-juin). L'inspection a également pu constater que des travaux de remplacement du groupe motopompe sont prévus.

Conclusion :

Proposition : demande de justificatifs (délai : 3 mois) : l'exploitant doit fournir à l'inspection les bons d'intervention ou tout autre justificatif permettant de justifier la réalisation des travaux sur les poteaux incendie n°1 et 4 ainsi que le procès-verbal de réception par le SDIS des poteaux incendie n°1 et 4.

L'exploitant doit fournir à l'inspection les bons d'intervention ou tout autre justificatif permettant de justifier la réalisation des travaux de remplacement du groupe motopompe est.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.71.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Des essais et vérifications du matériel et des moyens de secours doivent être effectués semestriellement.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé une vérification périodique des équipements et moyens de secours suivants :

- portes coupe-feu, par la société Desautel le 10/12/2024. Le rapport indique que la porte coupe-feu n°4 frotte lors de sa fermeture et que les portes coupe-feu 5, 6, 7 et 8 (portes de la galerie de liaison) vont être changées en 2025. L'exploitant indique avoir des échanges avec l'APAVE concernant le remplacement des portes coupe-feu 5, 6, 7 et 8 car deux d'entre elles ne peuvent pas être remplacées (encastrées dans les murs de structure du bâtiment donc non accessibles). Ces quatre portes ne sont pas fonctionnelles. L'exploitant indique qu'un membre du personnel est chargé d'aller les fermer manuellement lors des alarmes incendie.

- RIA, par la société Desautel le 27/11/2024. Le rapport indique que 11 RIA sont hors service. L'exploitant a pu présenter les bons de livraison du remplacement de 10 lances et d'un RIA par la société Desautel.
- Poteaux incendie, par la société Desautel le 24/01/2025. Le rapport indique que deux poteaux privés (n°1 et n°4) sont non conformes. Deux poteaux publics (n°11 et n°12) sont également non conformes car ne délivrent que 50 et 42 m3/h. L'exploitant indique qu'une intervention est prévue semaine 25 sur les deux poteaux privés.
- centrales d'alarmes, par la société Desautel le 18/01/2025. Le rapport indique que pour le bâtiment A, le niveau de la sirène est faible à certains endroits et qu'il est nécessaire de rajouter des diffuseurs ; pour le bâtiment B, 3 diffuseurs sonores sont hors service et qu'il est nécessaire d'ajouter des diffuseurs. L'exploitant indique que les réparations et ajouts n'ont pas encore été faits.
- groupes motopompe du sprinklage, par la société Aires le 02/04/2025. Le rapport indique une fuite sur le groupe ouest et des travaux à réaliser sur le groupe est. L'exploitant a pu présenter un devis pour la réparation de la fuite du groupe motopompe ouest avec une intervention prévue le 22/05/2025. L'exploitant a indiqué que le groupe motopompe va être remplacé en 2025, l'exploitant a pu présenter l'autorisation d'engagement des fonds pour la réalisation des travaux. La fin de l'intervention est prévu mi août 2025.
- désenfumage, par la société Desautel le 20/12/2024. Le rapport n'indique aucune observation.

L'exploitant a également présenté à l'inspection les comptes-rendus de visite mensuelle effectués en interne : l'ensemble des moyens de secours sont vérifiés en interne tous les mois ou tous les trois mois.

L'inspection constate que le suivi des vérifications des moyens de secours est rigoureux. Cependant, l'exploitant doit rapidement effectuer les travaux nécessaires concernant les sirènes d'alarmes et les portes coupe-feu.

Conclusion :

Proposition : demandes de justificatifs (délai : 1 mois)

L'exploitant transmet à l'inspection le compte-rendu de vérification de l'installation de sprinklage dans un délai d'un mois.

Mise en demeure (délai : 1 mois) : l'exploitant doit s'assurer les sirènes d'alarmes sont fonctionnelles et suffisamment dimensionnées pour être audibles en tout point des bâtiments de l'établissement, dans un délai d'un mois.

Concernant les portes coupe-feu de la galerie de liaison, voir fiche de constat N°6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.I.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention eaux extinction
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection a constaté le 15 mai 2025 que les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés de 2 vannes de confinement, actionnables manuellement. Le contrôle interne de ces vannes est réalisé tous les 3 mois. Le jour de l'inspection, une des deux vannes n'était pas fonctionnelle car sortie de son rail de guidage. La deuxième n'était quant à elle pas signalée et l'espace vert autour de celle-ci pas entretenu de manière à ce qu'elle soit visible et facilement accessible. Conclusion : Proposition : mise en demeure (délai : 1 mois) : l'exploitant doit s'assurer que les vannes de barrage de l'établissement sont fonctionnelles, signalées et actionnables en toute circonstance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.7.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Ressources en eau
Prescription contrôlée : Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. En toutes circonstances le débit de 360 m ³ / h doit pouvoir être assuré sur les hydrants implantés sur le site, indépendamment des systèmes de défense interne (RIA, sprinklers). Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés. L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. L'établissement dispose de 2 réserves d'au moins 1 000m ³ d'eau pour l'alimentation du dispositif d'extinction automatique d'incendie, des robinets incendie armés et des hydrants implantés sur le site.

Constats :

L'inspection a constaté le 15 mai 2025 que les deux poteaux incendie extérieurs prévus pour la défense incendie de l'établissement ne sont pas conformes, d'après le rapport de la société Desautel ayant effectué la vérification le 24/01/2025.

Deux autres poteaux incendie privés ne sont pas conformes et doivent faire l'objet d'une intervention rapidement. Les justificatifs de cette intervention sont demandés dans une autre fiche de constat.

L'inspection constate que les vérifications effectuées sont réalisées pour chaque poteau individuellement, sans vérification de débit simultané. Ainsi, l'exploitant n'a pas vérifié la disponibilité d'un débit de 360 m³/h sur les hydrants implantés sur le site, indépendamment des systèmes de défense interne (RIA, sprinklers).

Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité d'un débit de 360 m³/h sur les hydrants implantés sur le site, indépendamment des systèmes de défense interne (RIA, sprinklers), en réalisant un test en simultané sur 6 poteaux incendie (en prenant une hypothèse d'utilisation d'un débit de 60 m³/h par poteau incendie).

L'exploitant doit vérifier que les besoins en eau pour l'extinction incendie sont suffisants avec les deux réserves de 1000 m³, en retirant les besoins pour les RIA et le sprinklage. Sinon, l'exploitant doit s'assurer que les deux poteaux publics prévus pour la défense incendie du site sont fonctionnels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Issues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 4.I.6

Thème(s) : Risques accidentels, Issues

Prescription contrôlée :

[...]

Les issues doivent être maintenues libres de tout encombrement.

La galerie de liaison entre les deux entrepôts est dotée de portes coupe-feu de degré 1 heure, munies de dispositifs de fermeture automatique, asservies à la détection automatique d'incendie.

Constats :

L'inspection a constaté le 15 mai 2025 que les portes coupe-feu de la galerie de liaison entre les bâtiments A et B ne se ferment pas lors de leur déclenchement. L'exploitant a indiqué qu'une personne était chargée d'aller vérifier leur fermeture et de les fermer manuellement (ce qui pourrait mettre cette personne en danger en cas d'incendie).

Conclusion : mise en demeure (délai : 3 mois)

L'exploitant doit s'assurer que les portes coupe-feu de la galerie de liaison sont fonctionnelles, munies de dispositifs de fermeture automatique, asservies à la détection automatique d'incendie.

Il peut proposer, dans un délai d'un mois, des dispositions alternatives permettant d'atteindre le même niveau de protection, avec un calendrier de mise en œuvre dont l'échéance ne dépasse pas 3 mois. Ces mesures alternatives doivent être soumises à l'approbation de l'inspection (et des services de secours)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement en liaison avec la Direction Départementale d'Incendie et de Secours.</p> <p>Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Un exercice de défense contre l'incendie sera réalisé en liaison avec les Services d'Incendie et de Secours pour tester le plan d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le 15 mai 2025 que l'exploitant dispose d'une procédure d'intervention concernant les actions à mener en cas d'accident notamment sur la fermeture des vannes de barrage, l'évacuation des personnes et l'alerte.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé un exercice avec les services de secours le 23/04/2025. Le compte-rendu de cet exercice soulève des problèmes d'audibilité des sirènes sonores et dans le comptage des personnes.</p> <p>Conclusion : sans observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite